

Général Didier Tauzin : « Je ne peux accepter de voir mon pays partir à vau-l'eau comme c'est le cas aujourd'hui »

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 23 juin 2020

Source [Boulevard Voltaire] Le général (2s) Didier Tauzin, qui postula à la candidature en 2017, à l'élection présidentielle, vient de publier un nouvel ouvrage : [Rebâtir la France après le Covid-19](#). Rebâtir la France « sur le roc », comme le précise le sous-titre de ce livre. Il répond aux questions de *Boulevard Voltaire*.

Vous avez publié un livre où vous analysez l'épisode du Covid-19. C'est l'occasion pour le pays de redémarrer. Pourquoi avoir écrit ce livre ?

Ce n'est pas vraiment une analyse de l'épidémie du Covid, mais plutôt une projection vers l'avenir et une proposition de réforme en particulier pour notre pays. Ces propositions peuvent avoir des répercussions pour toute l'Europe et pour le monde.

J'ai écrit ce livre, car j'ai fait ces propositions au gouvernement. J'ai été candidat à la présidentielle en 2017. Éventuellement, je le serai encore en [2022](#). Le problème n'est pas d'être président. La véritable finalité de la politique n'est pas d'obtenir des places, mais de servir son pays. J'ai même proposé au président de la République de l'aider. Il est tout à fait logique, dans une situation inédite ou très rare dans l'Histoire de France, que ceux qui ont un peu réfléchi à ce qu'il faudrait faire sans ambition personnelle, sans orgueil et dans un esprit de service, le proposent aux responsables en place. Et aujourd'hui, le responsable en place c'est le président Macron. Ceci étant, si l'élection a lieu et si le président ne prend pas mes propositions, il est tout à fait possible qu'en [2022](#) je sois candidat.

Selon vous, quelle est l'urgence pour notre pays ?

Ce à quoi je tiens le plus c'est la Grande Charte de France. Pour l'élection présidentielle de 2017, je l'avais mise en avant. Pendant deux ans, nous avons travaillé dessus à environ 250 personnes de tout horizon et d'idées différentes. Nous avons cherché ce qui pouvait nous unir et unir les Français. Nous avons donc élaboré la Grande Charte de France. Elle tient en moins de deux pages. C'est quand même pas mal. Elle précise ce qu'est l'identité de la France au regard de son histoire, comment la France a été construite et quelle est la mission de la France telle qu'elle est décrite par l'histoire. Il ne s'agit pas d'une histoire de vote comme l'avait autrefois envisagé Sarkozy.

Il n'y a pas uniquement l'évêque Saint-Rémy, il y a aussi Jefferson et d'autres qui ont directement ou en filigrane décrit ce qu'est la vocation de la France.

Dans cette charte, il y a aussi les grands principes politiques aux premiers rangs desquels la subsidiarité. Aujourd'hui, nous sommes de plus en plus esclaves d'un système dont nous sommes de simples rouages. Notre civilisation est fondée sur quelque chose de géant. L'Homme est grand. Il n'y a rien de plus grand que l'être humain dans tout l'univers. Il faut donc remettre cela en vigueur et le réapprendre, car beaucoup de gens ne le savent pas et se conduisent comme des toutous. Il ne s'agit pas d'être rebelle, mais de se développer personnellement, familialement et nationalement au mieux de nos possibilités.

Vous avez sans doute vu ce qu'il s'est passé à [Dijon](#) la semaine dernière. Des gangs tchéchènes et nord africains se sont affrontés pour le contrôle d'un quartier au nom du trafic de drogue. C'est cela la France d'aujourd'hui...

Oui, c'est cela la France d'aujourd'hui. La Grande Charte de France n'est pas un miracle. Il faut d'abord l'adopter par référendum et lui donner une place imminente. En France, depuis 1789 nous changeons de

constitution tous les 15 ou 20 ans. Cela ne peut pas fonctionner.

Premièrement, il faut la placer au-dessus de la constitution comme la Déclaration des droits de l'homme. Une fois qu'elle a été voulue, il faut l'entourer d'un conseil de la grande charte de France. Elle peut avec prudence et sans conflits réécrire toutes les lois, pour les mettre en conformité avec la grande charte de France.

Deuxièmement, il faut accepter de laisser du temps au temps, comme disait Mitterrand, en copiant un auteur du début du XXe siècle. C'est peut-être une affaire de deux siècles, je ne sais pas. Il faut l'accepter. Cela peut aller beaucoup plus vite avec des gens qui le voudront, qui iront calmement, mais qui se donneront. C'est une véritable mission que de refaire l'unité nationale. Ce n'est pas une élection dont on sort vainqueur. C'est de la véritable politique. Ce n'est pas ce que nous vivons en ce moment.

Que dites-vous à ceux qui vous disent que la situation est urgente et qu'on ne peut pas se permettre d'attendre un siècle ?

Pour l'instant, il faut tout simplement rétablir l'ordre. Il est inadmissible qu'aujourd'hui on traite les forces de police et de gendarmerie comme elles le sont en particulier par monsieur Castaner. Elles sont l'un des éléments essentiels de notre stabilité nationale. Il s'agit bien entendu de chasser les brebis galeuses, de mettre de l'ordre et de faire une formation de la police un peu plus poussée. Aujourd'hui, c'est insuffisant et ce n'est pas la faute des policiers. Il faut que nous Français fassions bloc autour de nos forces de l'ordre. Leur rôle est essentiel ! Il faut leur demander beaucoup, mais il faut aussi leur donner notre affection.

Vous êtes apparu dans la sphère médiatique il y a deux ou trois ans. Selon vous, quelle est votre légitimité à présider au destin de la France ?

Je suis Français. J'ai risqué plus d'une fois ma peau pour la France. J'ai ramené des gamins de vingt ans entre quatre planches. Cela fonde une responsabilité. Je ne peux pas accepter de voir mon pays partir à vau-l'eau comme c'est le cas aujourd'hui. Je crois que cela suffit largement.

Je fais partie d'une lignée de militaire. Mon père a fait trois guerres. La guerre de 39/45, l'Indochine et l'Algérie et mes grands-pères étaient à Verdun. La vocation du soldat n'est pas de faire la guerre, c'est de faire la paix par le moyen éventuel de la guerre et de servir la France en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance. Ces mots ont disparu des règlements militaires, pourtant ils étaient très forts. Notre vocation est de servir en tout temps, tout lieu et toute circonstance si besoin par les armes, mais aussi par les rangs politiques. Je ne suis pas le premier et je ne serai pas le dernier.

Je crois que l'esprit de la Ve République est mort. On pourrait dire que son cadavre bouge encore, mais son esprit est mort. L'esprit de la Ve République était d'empêcher ce que de Gaulle appelait le système désastreux des partis de porter atteinte à l'unité nationale. La France ne peut pas vivre et se développer s'il n'y a pas d'unité nationale. Cela fait partie de notre génie à nous. Or, l'unité nationale en France n'est pas facile.

Vous êtes anti système des partis...

Il ne s'agit pas d'être contre les partis. Un parti est légitime. Ce qui n'est pas légitime c'est que les partis nuisent à l'unité nationale. Or, nous sommes Français. Quand nous avons une idée, nous avons tendance à l'ériger en dogme et à être dogmatiques. Dans un parti politique, lorsqu'on se groupe autour d'une idée, qu'on en fait un dogme et qu'on a suffisamment de beaux parleurs pour amener des gens, on a une dizaine de partis dogmatiques qui ne pensent plus qu'à la victoire de leur dogme au détriment de la France.

À l'époque des Gaulois, certaines tribus faisaient alliance avec l'ennemi face aux autres Gaulois. Ce n'est pas nouveau. C'est contre cela qu'il faut lutter. On n'y mettra jamais fin définitivement. Il a fallu des Saint-Louis, des Henri IV, des Louis XIV, Napoléon ou de Gaulle avec leurs défauts et leurs qualités pour mettre fin à ce fichu système des partis, apaiser les tensions et faire rentrer les partis dans le rang. Les partis politiques sont légitimes, mais pas au détriment de l'unité nationale.